



Droit au logement: FEANTSA c. France

Audition à Strasbourg aujourd'hui

En novembre 2006, la FEANTSA a déposé une réclamation collective contre la France pour non-conformité avec l'Article 31 de la Charte sociale européenne révisée, consacré au droit au logement. Après avoir déclaré la réclamation recevable, le Comité européen des Droits sociaux du Conseil de l'Europe a décidé d'organiser une audition dans ce contexte.

L'accès à un logement décent est une condition préliminaire à l'exercice d'autres droits fondamentaux et à la participation individuelle au sein de la société. Le droit au logement est consacré par des instruments internationaux largement ratifiés, dont la Charte sociale révisée, ainsi que par les législations nationales de différents Etats Membres de l'Union Européenne.

Toutefois, la mise en œuvre concrète du droit au logement demeure peu satisfaisante dans plusieurs pays. Afin d'améliorer l'application effective des droits sociaux garantis par la Charte, un Protocole additionnel prévoyant un mécanisme de réclamations collectives a été ratifié. Il prévoit la participation d'acteurs non étatiques, y compris d'organisations internationales non gouvernementales. La particularité de ce système est qu'il permet non seulement la remise en question d'une loi, mais également la mise en cause de la totalité des politiques gouvernementales dans un domaine particulier.

Alors que l'accès au logement devient plus difficile pour un nombre croissant de ménages et que le débat sur le droit opposable au logement est d'actualité dans plusieurs pays européens, la FEANTSA a estimé que le moment était venu de renforcer et de compléter son plaidoyer en faveur du droit au logement en utilisant le système de réclamations collectives.

En moyenne, au cours des trente dernières années, la qualité et la situation en termes de logement de la majorité de la population se sont améliorées en France, pays qui a également adopté un certain nombre de lois et de politiques ambitieuses dans ce domaine. Cependant, la réalité démontre que malgré ces mesures, la France n'assure pas la mise en œuvre effective du droit au logement pour tous, et en particulier ne satisfait pas les besoins en matière de logement des personnes les plus vulnérables.

La FEANTSA et ses membres français ont rassemblé les preuves de leurs allégations et analysé en détail l'état des lieux en France en termes d'obligations internationales, de législation interne, de politiques publiques existantes, ainsi que des statistiques provenant de sources tant officielles qu'indépendantes.

La FEANTSA se félicite de la tenue d'une audition aujourd'hui. Elle permettra au Comité européen des Droits sociaux d'évaluer les arguments présentés tant par la FEANTSA que par le Gouvernement français.

La FEANTSA et ses membres français espèrent que les conclusions du Comité, qui seront transmises au Comité des Ministres et à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dans les prochains mois, permettront d'enclencher un processus de changement non seulement en France, mais en Europe.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter Silke Paasche, Tel: +32 (0)2 534 05 23, E-mail: Silke.paasche@feantsa.org.



Organisations soutenant la réclamation collective

Membres français de la FEANTSA :



Organisations soutenant notre démarche :

CENTRE ON
HOUSING RIGHTS
AND EVICTIONS

